



PREFET DE LA HAUTE-MARNE

Préfecture

**Direction de la Réglementation, des Collectivités Locales
et des Politiques Publiques**

**Service des Collectivités Locales
et des Politiques Publiques**

Bureau des Réglementations et des Élections

ARRETE n° 1527 du 05 JUIN 2014

portant prescriptions pour la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité
des installations exploitées par la société FERRO FRANCE à SAINT-DIZIER

Le Préfet de la Haute-Marne,

Vu le code de l'environnement, et notamment son chapitre 6^e des parties réglementaires et législatives du Titre 1^{er} du Livre V, relatifs aux dispositions financières,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière en application du 5^o de l'article R. 516-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 2010, autorisant la société FERRO FRANCE à exploiter une Installation de fabrication d'émaux et de frites de verre sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER,

Vu les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société FERRO FRANCE par courrier du 19 décembre 2013, complété par courrier du 10 janvier 2014,

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 13 mars 2014,

Vu l'avis émis par les membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Haute-Marne le 8 avril 2014,

Considérant que les installations exploitées par la société FERRO FRANCE sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute Marne,

ARRÊTE

Article 1 :

La société FERRO FRANCE est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire visent à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance et le maintien en sécurité des installations de l'établissement visées à l'annexe I et à la première colonne « La Constitution démarre au 1er juillet 2012 » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, ainsi que des installations qui leur sont connexes.

Article 3 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 2 à 207 762 euros (TTC).

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement de ce montant de référence des garanties financières est fixé à 703,8.

Article 4 : Délai de constitution des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

Deux options (*à choisir*) :

- Option 1 :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières dans un délai de 2 ans, soit pour le 1^{er} juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20% du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

- Option 2 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières dans un délai de 2 ans, soit pour le 1^{er} juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Article 5 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières. Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée ci-après au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée.

$$M_n = M_r \times \left(\frac{Index_n}{Index_R} \right) \times \frac{(1 + TVA_n)}{(1 + TVA_R)}$$

La formule d'actualisation est :

M_n : le montant des garanties financières devant être constituées l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

M_R : le montant de référence des garanties financières, c'est-à-dire le premier montant arrêté par le préfet.

$Index_n$: indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_R$: indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Article 7 : Révision du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, telles que définies à l'article R. 516-1, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Le montant des garanties financières peut être modifié par un arrêté complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 ou R. 512-46-22.

Article 8 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-7 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 et R. 512 39-1 à R. 512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 11 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré que devant le Tribunal Administratif compétent de Châlons-en-Champagne :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 12 : Affichage et publicité

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché :

- par les soins du pétitionnaire, de façon permanente et visible, sur les lieux de l'établissement autorisé ;

- par le maire de la commune de SAINT-DIZIER, à la mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site Internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant un mois.

Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Article 13 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Marne, le sous-préfet de l'arrondissement de SAINT-DIZIER, le maire de la commune de SAINT-DIZIER, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté délivré à la société FERRO FRANCE à SAINT-DIZIER, et dont une copie sera adressée au directeur départemental des territoires, au chef de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, au délégué territorial départemental de l'agence régionale de santé, au directeur départemental des services d'incendie et de secours et au directeur du service interministériel de défense et de protection civile.

Fait à Chaumont, le 05 JUIN 2014

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,


Khalida SELLALI

1. The first part of the document is a list of the names of the people who were present at the meeting.

2. The second part of the document is a list of the topics that were discussed during the meeting.

3. The third part of the document is a list of the actions that were taken during the meeting.

4. The fourth part of the document is a list of the decisions that were made during the meeting.

5. The fifth part of the document is a list of the conclusions that were reached during the meeting.

6. The sixth part of the document is a list of the recommendations that were made during the meeting.

7. The seventh part of the document is a list of the next steps that will be taken.

8. The eighth part of the document is a list of the people who were responsible for the actions taken.

9. The ninth part of the document is a list of the people who were responsible for the decisions made.

10. The tenth part of the document is a list of the people who were responsible for the conclusions reached.

11. The eleventh part of the document is a list of the people who were responsible for the recommendations made.

12. The twelfth part of the document is a list of the people who were responsible for the next steps.

13. The thirteenth part of the document is a list of the people who were responsible for the actions taken.

14. The fourteenth part of the document is a list of the people who were responsible for the decisions made.

15. The fifteenth part of the document is a list of the people who were responsible for the conclusions reached.

16. The sixteenth part of the document is a list of the people who were responsible for the recommendations made.

17. The seventeenth part of the document is a list of the people who were responsible for the next steps.

18. The eighteenth part of the document is a list of the people who were responsible for the actions taken.

19. The nineteenth part of the document is a list of the people who were responsible for the decisions made.

20. The twentieth part of the document is a list of the people who were responsible for the conclusions reached.

21. The twenty-first part of the document is a list of the people who were responsible for the recommendations made.

22. The twenty-second part of the document is a list of the people who were responsible for the next steps.

23. The twenty-third part of the document is a list of the people who were responsible for the actions taken.

24. The twenty-fourth part of the document is a list of the people who were responsible for the decisions made.

25. The twenty-fifth part of the document is a list of the people who were responsible for the conclusions reached.

26. The twenty-sixth part of the document is a list of the people who were responsible for the recommendations made.

27. The twenty-seventh part of the document is a list of the people who were responsible for the next steps.

28. The twenty-eighth part of the document is a list of the people who were responsible for the actions taken.

29. The twenty-ninth part of the document is a list of the people who were responsible for the decisions made.

30. The thirtieth part of the document is a list of the people who were responsible for the conclusions reached.

31. The thirty-first part of the document is a list of the people who were responsible for the recommendations made.

32. The thirty-second part of the document is a list of the people who were responsible for the next steps.